

PARIS  
1 franc 50 cent  
PAR VOIS.

DÉPARTEMENTS  
3 fr. par mois

Les abonnements datent les 1<sup>er</sup> et  
16 de chaque mois.

# LA TRIBUNE

## DE LA LIBERTÉ.

INSERTIONS

75 centimes la ligne.

Les lettres non affranchies sont  
expressément refusées.  
J. H. GIRALDON, DIRECTEUR-GÉRANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR EN  
CHEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

### SOMMAIRE.

Séance de l'Assemblée nationale. — Résultat complet des élections dans Paris et les départements. — Loi sur les attroupements. — Les prétendants. — Lettre du général Thiers. — Lettre adressée au colonel Rey. — Liste des représentants qui ont voté contre la loi sur les attroupements. — Arrivée à Paris de seize nouveaux régiments. — Nouvelles des départements. — Nouvelles de l'étranger. — Nouvelles diverses. — Cours de la Bourse.

### Paris, 8 Juin.

#### Election des onze Représentants élus dans le département de la Seine.

Aujourd'hui, dès le matin, les maires des divers arrondissements de Paris et de la banlieue étaient réunis à l'hôtel de ville, dans la grande salle Saint-Jean, pour faire le relevé des procès-verbaux envoyés de chaque mairie, à l'effet de reconnaître la majorité obtenue dans chaque arrondissement.

M. Berger, maire du deuxième arrondissement, présidait cette assemblée.

A une heure et demie, le président s'est levé et a fait connaître au public, qui remplissait la salle, le résultat des votes.

Aussitôt après le public s'est retiré et les maires ont signé le procès-verbal de la séance.

A deux heures précises, le citoyen Marrast, maire de Paris, entouré de plusieurs maires, sont montés sur une table, dressée à cet effet devant les marches de l'hôtel de ville, en face la grande porte d'entrée. Toute la place était remplie de gardes nationaux de diverses légions, de gardes nationaux à cheval et d'artillerie, réunis pour assister à cette cérémonie.

Au moment où le maire de Paris est arrivé, les tambours ont battu aux champs, et la musique de l'artillerie de la garde nationale a exécuté des airs patriotiques qui ont été accueillis avec enthousiasme.

M. Marrast a proclamé, au nom de la République, les noms des onze représentants nommés par le département de la Seine, dont voici la liste :

#### Représentants du peuple proclamés à l'hôtel de ville le 8 juin 1848.

MM. 1 Caussidière.	146,400
2 Moreau.	126,889
3 Goudchaux.	107,097
4 Changarnier.	105,559
5 Thiers.	97,594
6 Pierre Leroux.	91,575
7 Hugo (Victor).	86,965
8 Louis Bonaparte.	84,420
9 Lagrange.	78,682
10 Boissel.	77,247
11 Proudhon.	77,094

Les candidats qui ont obtenu le plus de suffrages sont les citoyens :

Thoré.	75,102
Kersausic.	72,458
Raspail.	71,917
Girardin (E.).	70,508

Ces noms ont été généralement accueillis avec acclamation, surtout les noms de Caussidière, Pierre Leroux, Changarnier, Proudhon et Louis Bonaparte.

On a entendu de nombreux sifflets au moment où le nom de Thiers a été prononcé.

#### Résultat des élections connues dans les départements.

##### SARTHE. — LE MANS.

MM. Louis Bonaparte.	4,550
Lecornue (Hippolyte).	2,721
Lorette.	2,576
Lauréau (Barthélemy).	2,168

##### NORD.

MM. Antony Thouret.	56,810
Mimerel.	16,610
Ulysse Tencé.	8,168
Genoude (de).	5,362

##### SEINE-INFÉRIEURE.

MM. Loyer.	42,064
Thiers.	41,714
Ch. Dupin.	34,141

### La loi sur les attroupements.

Enfin l'Assemblée nationale fait acte de puissance et de virilité. La loi sur les attroupements est adoptée à une majorité considérable. Nous en félicitons tout à la fois et l'Assemblée, et le Pouvoir exécutif. Nous avons trop bonne opinion du peuple de Paris pour croire qu'il persistera dans des démonstrations tumultueuses qui alarment tous les intérêts et rendent le retour de la confiance et du crédit impossible.

Il faut à tout prix que la classe ouvrière comprenne que la liberté sans l'ordre, ce n'est plus la liberté, mais la licence : c'est l'oppression des honnêtes gens, l'oppression de la majorité paisible par une minorité turbulente.

C'est à la garde nationale et à l'armée qu'est confié en ce moment le salut de la République ; car, il ne faut pas se le dissimuler, le triomphe du désordre et de l'anarchie serait la mort du gouvernement républicain ; et il ne resterait plus à la France que le choix entre l'oligarchie monarchique et le despotisme du sabre.

Pour ce qui est de faire une seconde expérience du règne de la terreur et du régime de la guillotine, c'est à quoi la France ne se résoudrait pas.

Voulons-nous, oui ou non, conserver les immenses conquêtes que la Révolution de février nous a fait faire dans la carrière du droit commun et de la fraternité universelle ? ou voulons-nous laisser remettre en question ces graves problèmes aujourd'hui résolus, et rétrograder d'un demi-siècle dans la voie de la liberté et du progrès ?

Nous conjurons la classe ouvrière de Paris de s'éloigner de ces attroupements tumultueux qui ne peuvent qu'amener une collision et de nouveaux malheurs. Nous la conjurons de s'interposer entre les promoteurs de discords civils et leurs aveugles instruments, d'éclairer ces derniers sur les desseins coupables de ces hommes pervers. Nous avons la République, c'est-à-dire le gouvernement du peuple par le peuple ; ne donnons pas lieu de dire que le gouvernement de la démocratie est moins fort, moins capable de défendre la société que le gouvernement monarchique.

BENJAMIN LAROCHE.

### Les Prétendants.

Toutes les nuances du parti monarchique s'agitent en ce moment, et se flattent de l'espoir d'avoir bientôt raison du principe républicain. Les attroupements tumultueux, les manifestations menaçantes, sont en partie leur ouvrage. Pourquoi, en effet, ces manifestations ? Est-ce que l'opinion publique est comprimée comme sous la monarchie ? Un ministère intimidateur met-il son veto à l'expression du sentiment populaire ? Un nouveau Duchaël est-il au pouvoir ? Loin de là ; ce n'est pas là qu'est le mal dont nous nous plaignons. La liberté est en possession paisible, incontestée de ses conquêtes. Mais un pouvoir énergique et fort ne lui fait pas contre-poids. Il n'y a pas équilibre entre ces deux principes fondamentaux de toute société politique, la liberté et le pouvoir.

Et c'est là ce qui encourage les partis, ce qui leur rend l'initiative et l'audace qu'ils avaient perdues, ce qui leur permet de concevoir d'ambitieuses espérances.

Ils spéculent sur ce besoin d'ordre, qui est la première nécessité des sociétés modernes ; et profitant de la faiblesse du pouvoir, ils veulent faire servir les libertés républicaines, le droit d'association et de réunion, à la ruine de la République.

Et quels sont les noms qu'ils mettent en avant ? quels sont les prétendants qu'ils opposent au gouvernement républicain ? C'est la branche aînée et la branche cadette des Bourbons, qu'en dix-huit ans la France a tour à tour expulsées de son sein ; c'est un membre de cette famille impériale dont le chef a brillé sur la patrie comme un éclatant et glorieux météore.

Les Bourbons ne sont plus possibles ; quatre fois en trois cents ans, ils ont fui devant les répugnances ou la colère de la nation française. Leur dernière chute est irréparable ; car cette fois ils sont tombés devant la révolution du mépris.

La famille impériale n'a compté qu'un grand homme qui n'a laissé après lui que d'obscurs et débiles héritiers de son nom glo-

rieux. Aucun de ces prétendants n'est donc redoutable par lui-même ; mais chacun d'eux peut le devenir, si nous laissons s'affaiblir de plus en plus la vigueur nationale, si nous ne nous hâtons de mettre un terme à ce découragement universel, à cette prostration des forces d'un grand peuple. Il est temps d'aviser ; que l'Assemblée nationale et le Pouvoir exécutif se le tiennent pour dit.

### ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

#### La Commission du pouvoir exécutif

##### Arrête :

Le citoyen Bethmont, ancien ministre de l'agriculture et du commerce, est nommé ministre de la justice en remplacement du citoyen Crémieux, dont la démission est acceptée.

Fait à Paris, en conseil du Gouvernement.

#### Les membres de la Commission exécutive.

##### MAIRIE DE PARIS.

##### Avis.

Tous les médecins qui sont dans l'intention de se porter candidats aux fonctions de chirurgien en chef, de chirurgien-major ou de chirurgien aide-major, soit de l'état-major général, soit des légions de cavalerie ou d'artillerie de la garde nationale de la Seine, sont invités à se faire inscrire immédiatement à la mairie de Paris, bureau de la garde nationale.

Le travail de réorganisation des bureaux de l'administration centrale du ministère des finances, entrepris par l'ordre de M. Garnier-Pagès, et continué par M. Duclerc, est aujourd'hui terminé, sauf en ce qui concerne l'administration des postes. Il a produit la suppression de deux cent vingt-trois emplois, savoir : douze emplois de directeur ou de sous-directeur, soixante emplois de chef ou de sous-chef, et cent cinquante et un emplois de commis ; il en résultera pour le trésor une économie annuelle de plus de 800,000 fr., bien que, d'après les nouvelles bases adoptées, la position des agents inférieurs doive être à l'avenir sensiblement améliorée.

La lettre suivante est adressée au *Moniteur* :

AU RÉDACTEUR.

Berne, 31 mai 1848.

Monsieur le rédacteur,

Absent pour le service de la République, et avec congé de la chambre, je n'ai pu participer à ses travaux.

Je vois, par plusieurs réclamations qui ont trouvé place dans le *Moniteur*, qu'il a été attaché une certaine importance aux votes qui ont été émis dans la question relative aux membres de la dynastie récemment déchue. Je ne le présumais pas ; mais, puisqu'il en a été ainsi, veuillez, monsieur, faire connaître que, s'il eût été en mon pouvoir d'assister à la séance du 26 de ce mois mon vote eût été en faveur du décret.

Votre dévoué concitoyen, Général THIERI, Représentant du peuple.

Voici une lettre adressée au colonel Rey par un de ses anciens chefs et camarade :

« Mon brave colonel,

« J'apprends seulement aujourd'hui que vous avez été attaqué dans votre position militaire ; je m'empresse de venir déclarer que vous avez combattu, toujours au premier rang, parmi ces braves enfants de la France, que je m'honore d'avoir commandés, et qui ont si puissamment contribué à placer la reine dona Maria sur le trône de ses pères.

« Nous nous souvenons tous, mon cher colonel, de votre belle conduite à Tavira et à Stoy, et particulièrement de la brillante bravoure que vous avez montrée à Pichavi. Au surplus, vienne le jour où notre noble France devra combattre, et vous n'aurez pas de peine à prouver à vos détracteurs que vous avez au moins autant qu'eux l'habitude et l'intelligence du métier de la guerre.

« Salut et fraternité.

« Le colonel DEFUARCE. »

Le journal la *Espana* publie la proclamation suivante, affichée au départ du courrier dans les rues de Lisbonne.

« Aux armes, Portugais ! ni trêve, ni délai. Bâtons, pierres, tuiles, cailloux, poignards, épées, tessons, marmites, chaises, commodas, huile bouillante, eau chaude, verre cassé, etc., tout peut servir d'armes quand on le veut ! A bas les rois et les aristocrates ! Vivent le Portugal et la République ?

— Un assassinat a été commis sur le boulevard, presque en face du Château-d'Eau, dans la nuit de lundi à mardi, vers deux heures du matin.

Le boulevard était alors presque désert, quelques individus tardés paraissaient seuls de loin en loin. Un d'eux aperçut tout à coup un homme vêtu d'une blouse qui maitrait une femme avec la dernière brutalité. Après quelques remontrances inutiles, il se jeta entre eux pour les séparer ; mais presque aussitôt il se sentit frappé d'un premier coup de poignard dans le bras, et d'un second dans la poitrine qui le renversa. Le poignard se brisa ; mais prenant sous sa blouse un couteau de boucher à lame très-large, arrondie et peu dangereuse par cela même, heureusement, le forcené s'acharna sur sa victime.

Il lui avait fait six blessures, quand un garde républicain, attiré par les cris, se précipita sur lui et parvint à le contenir avec son sabre.

Quelques autres personnes avaient paru, on mena l'assassin au poste, et le blessé fut porté chez un pharmacien. Ses blessures ne semblent pas mortelles.

#### Liste par ordre alphabétique des représentants du peuple qui ont voté contre le décret relatif aux attroupements dans la séance du 2 juin.

Anglade, Antoine (Joseph), Astaix, Azerm.  
Babaud-Larivière, Bac (Théodore), Baune, Benoit (Joseph), Béranger (Camille), Bertholon, Bertrand (Toussaint), Beslay, Blanc (Alphonse), Brard, Brives, Bruys (Aimé), Buvignier (Isidore), Blanc (Louis).  
Calès, Casse, Chauffour (Victor), Chauffour (Haut-Rhin), Chavassieu, Cholat, Clément (Auguste), Crépu.  
Dargenteuil, David (d'Angers), Debain, Detours, Deville, Doutre, Dubarry, Dudon, Dupont de Bussac, Durand-Savoyat, Durrieu (Paulin).  
Farconet, Fargin-Fayolle, Fleury.  
Gambon (Ferdinand), Gaudin, Greppo, Grévy, Guinard.  
James de Montry, Joigneaux, Joly (Edouard).  
Labrousse, Lafize, Lavigne.  
Madet (Charles), Mathé (Félix), Mathey, Mathieu (Drôme), Médal, Menand, Mispoulet, Morhéry, Mulé.  
Ollivier (Démétrios).  
Pascal (d'Aix), Pégot-Ogier, Pelletier, Pleignard.  
Raspail (Eugène), Raynal (Théodore), Renaud (Basses-Pyrénées), Renaud (Isère), Renou de Ballon, Repellin, Rey, Robert, Rollinat, Roujat.  
Sarrut, Signard, Solié (Marc).  
Target, Terrier (Barthélemy), Turck.  
Xavier Durrieu.

#### Attroupements.

L'autorité avait pris aujourd'hui les mesures nécessaires pour prévenir le retour des démonstrations des deux soirées précédentes. Aujourd'hui, dès six heures, un grand déploiement de forces avait lieu du boulevard Bonne-Nouvelle au faubourg du Temple, et plus particulièrement aux abords des portes Saint-Denis et Saint-Martin.

Le général Clément Thomas n'a pas cessé, durant toute la soirée, de parcourir la ligne des boulevards où la circulation des voitures était interdite, et où ont stationné, dans l'ordre suivant, les troupes, dont on ne saurait trop louer le calme et l'attitude conciliante : rue Saint-Denis, à la hauteur des rues de Cléry et rue Neuve-Saint-Denis, la 1<sup>re</sup> légion de la garde nationale ; sur le boulevard même, devant la porte et le long des trottoirs, un escadron de dragons, une compagnie de garde nationale à cheval, deux bataillons du 44<sup>e</sup> léger et du 75<sup>e</sup> de ligne, et le 9<sup>e</sup> bataillon de garde mobile ; à la porte Saint-Martin un escadron de lanciers, des bataillons des 50<sup>e</sup>, 42<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> de ligne, et le 12<sup>e</sup> bataillon de la garde mobile.

Jusqu'à dix heures les rassemblements, quoique considérables, n'avaient cependant aucun caractère offensif, et ils étaient sillonnés en tous sens par les patrouilles. Mais à dix heures, cet aspect peu à peu a changé ; des cris : *Vive Barbès !* et le *Ça ira* ont retenti avec violence.

La troupe s'est alors ébranlée, et un commissaire de police qui était placé à l'entrée de la rue Saint-Denis a fait entendre une pre-

mière sommation, qui est restée sans effet. Les deux autres sommations ayant été accueillies par des cris et par des huées, un détachement de dragons s'est mis en mouvement, et a parcouru au galop la rue Saint-Denis et la rue du Faubourg-Saint-Denis ; les lanciers, de leur côté, ont fait évacuer les boulevards.

Quelques arrestations ont eu lieu.

A onze heures, les abords de la rue Saint-Denis et du Faubourg étaient complètement libres, mais la troupe a gardé ses positions jusqu'à une heure assez avancée.

#### BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ITALIE. On lit dans la *Gazette de Rome*, du 29 mai : Ce matin, Son Excellence monseigneur Charles-Louis Marichini, archevêque de Nisibi, est parti de Rome en qualité de délégué apostolique extraordinaire près LL. MM. Charles-Albert, roi de Sardaigne, et Ferdinand, empereur d'Autriche.

— Le sénat de Turin, dans sa séance du 2 juin, qui s'était rendu au *Te Deum* chanté à la cathédrale en l'honneur de la victoire de Peschiera, a décidé, à l'unanimité, qu'une députation serait envoyée au roi pour le féliciter de cet heureux succès.

Les sénateurs qui composent cette députation sont : Haron-Blanc, comte de Cardenas, marquis Davis, marquis della Valle, comte de Ferrari.

— On a distribué aux pauvres diables d'Autrichiens de la garnison de Peschiera 1,200 rations de pain, et on leur a donné quelques chirurgiens pour panser leurs blessés. La population de Peschiera, depuis douze jours, vivait dans des caves pour échapper à nos bombes. Un bon tiers des maisons a été endommagé par les projectiles. Les soldats piémontais, entrés en ville, ont commencé par éteindre l'incendie. Dans la dernière affaire, la perte des Autrichiens a été très-considérable. Les Piémontais, exaspérés par les atrocités commises par ces barbares sur les habitants des alentours, ne leur faisaient pas quartier. (*Il Risorgimento*.)

NAPLES. — On écrit de Toulon, le 2 juin : « La corvette à vapeur l'*Anacréon*, commandée par M. Cornulier, lieutenant de vaisseau, partie de Messine le 27 mai et de Naples le 29 avec des dépêches de M. le vice-amiral Baudin, commandant l'escadre française stationnée dans ces parages, a jeté l'ancre hier soir dans notre rade.

« Un officier de l'escadre écrit que la corvette à vapeur le *Pluton* a transporté à Malte huit réfugiés napolitains, dont quatre membres de la représentation nationale et quatre combattants du 15 mai. D'autres réfugiés avaient déjà gagné Malte, d'où ils doivent se rendre dans les Calabres, qui sont à peu près en pleine insurrection contre le pouvoir royal. Tous les télégraphes ont été brisés dans ce pays.

« Les insurgés organisent dans tout le royaume le refus de l'impôt ; ils font un appel aux populations et aux troupes. Leur intention est de ne tenter un coup de main sur Naples que lorsqu'ils pourront compter avec certitude sur un succès complet.

« A la date du 29 mai, la citadelle de Messine tenait encore pour le roi Ferdinand, mais cette forteresse ne pouvait plus communiquer avec la ville.

« Le peuple de Messine garde toujours ses barricades. » — Des lettres particulières annoncent au *Libero italiano*, journal de Venise, que dans la Calabre on a proclamé la déchéance du roi, et l'avènement de la république... Amen ! ajoute piteusement le rédacteur.

POLOGNE. VARSOVIE, 30 mai. — La liste de proscription des Polonais qui ont franchi les frontières sans permission s'élève maintenant à 261 personnes.

Un ukase impérial porte que les vagabonds âgés de moins de 50 ans seront incorporés dans les régiments, et que ceux qui ont plus de 50 ans seront envoyés en Sibérie.

PRUSSE. BERLIN, 4 juin.

Aujourd'hui a eu lieu l'imposante démonstration en commémoration de la révolution du 18 mars. Le cortège était plus considérable que le convoi des victimes de cette révolution. Il comptait bien quatre-vingt mille personnes, car le défilé a duré près de trois heures. On peut bien évaluer à deux cent mille le nombre des spectateurs.

L'ordre le plus parfait n'a pas cessé de régner. On ne voyait ni gendarmes ni agents de police. Le cortège était ouvert par la garde bourgeoise à cheval ; suivaient tous les métiers et corporations, tous les clubs et sociétés, y compris celui de Postdam, dans lequel se trouvaient des femmes ; en un mot, toutes les classes de la population y étaient représentées.

Les ouvriers sans pain, précédés d'un drapeau portant cette inscription, produisaient une vive sensation. On y comptait bien 1,000 hommes de la *landwerh*, et la garde bourgeoise y était largement représentée. Comme la démonstration était pacifique,

personne n'était armé. Les membres de l'Assemblée nationale, au nombre d'environ 150, y ont été salués de vives acclamations, ainsi que les étudiants.

Arrivé au Friedrichshain, les drapeaux ont été formés en cercle autour de la tombe et des couronnes d'immortelles placées à la croix. Alors les orateurs, chaque club en avait envoyé un, ont pris successivement la parole. Il n'a pas été prononcé de discours incendiaire ; car, malgré l'enthousiasme qui a accueilli plusieurs discours, le cortège s'est remis en route avec le même ordre qu'à l'arrivée.

Les étudiants et les membres de l'Assemblée nationale étaient convenus que quelqu'un d'eux prendrait la parole, ce à quoi ont renoncé les orateurs de plusieurs clubs. La solennité s'est terminée sans trouble.

Il est neuf heures du soir ; la tranquillité n'a nullement été troublée jusqu'à cette heure. (*Gazette de Cologne*.)

#### BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

ROUEN. Lyon, 6 juin. — L'agitation de nos ouvriers, la suspension des travaux de notre fabrique et les exigences pour l'élevation des façons, en un mot l'immobilité de nos ateliers de tissage, porte ses fruits. Dernièrement, un Américain que nous pourrions nommer, venu à Lyon pour des achats qu'il ne put exécuter, a emporté ses écus et ses commandes à Elberfeld et à Zurich. Aujourd'hui c'est l'Angleterre qui enlève nos soies teintes et qui donne à ses fabriques de soieries l'activité que perdent les nôtres.

Durant le mois dernier, la douane de Lyon a perçu pour 18,000 fr. de droits sur les soieries teintes à l'exportation en Angleterre ; autant, pendant un mois que dans l'espace d'une année en temps ordinaire. (*Salut public*.)

— Pendant cette nuit, un violent orage a éclaté sur la ville de Lyon et sur les environs. Les éclairs et les bruyants éclats de tonnerre se succédaient avec rapidité. La pluie tombait avec tant de violence que les blés ont été couchés à terre ; et si nous n'avions pas quelques jours d'un beau temps continu, il serait à craindre que la récolte n'en souffrit. (*Gazette de Lyon*.)

SEINE-INFÉRIEURE (Rouen). La justice continue à s'occuper de l'affaire du sieur Biancourt. On vient de découvrir que cet individu qui, depuis un an, vivait à Rouen à l'aide des moyens les plus crapuleux, avait, à diverses époques, engagé au mont-de-piété des objets d'un grand prix.

Des renseignements ayant été demandés à l'administration du mont-de-piété de Rouen, on a acquis la preuve que des bijoux et des objets précieux qui n'ont pu passer dans les mains de l'ancien commissaire extraordinaire qu'à la suite de vols ou d'escroqueries, avaient été engagés par lui pour des sommes assez fortes. La justice a saisi tous ces objets.

#### ASSEMBLÉE NATIONALE.

(Suite de la séance d'hier.)

M. MARTIN, membre du pouvoir exécutif. Les auteurs qui m'ont précédé ont qualifié de draconien le projet de décret qui vous est soumis, et y voient une atteinte à la République que vous avez fondée. Il me semble que nous avons donné assez de gages à la République, à cette tribune même, pour qu'il me soit permis de répondre que telles paroles sont insensées.

Nous avons, sous l'ancien Gouvernement, appelé de nos vœux et par nos efforts la forme républicaine ; mais lorsqu'elle a triomphé, nous avons tous compris qu'elle ne pouvait subsister que par l'ordre, et les circonstances nous ont fait un devoir de vous présenter ce projet.

Nous avons longtemps combattu les agitations de la rue avec les lois anciennes ; mais il n'y a pas de comparaison à faire entre les lois anciennes et celles-ci. Nous voulons que l'Assemblée nationale révisé elle-même les lois anciennes pour constituer la liberté, toutes les libertés ; mais avant tout nous voulons sauver la République.

Nous n'avons pas eu l'intention de présenter des lois exceptionnelles ; mais, en présence des agitations de la rue, nous avons pensé que rester indifférents, ce serait manquer à un devoir sacré. (Très-bien !)

La loi qui vous est proposée est une loi d'urgence s'il y en eût jamais. Nous vous en prions ; déclarez l'urgence.

L'urgence est prononcée.

M. le président donne lecture d'un message par lequel le pouvoir exécutif informe l'Assemblée qu'il a nommé M. Bethmont ministre de la justice en remplacement de M. Crémieux, dont la démission a été acceptée.

La discussion sur le projet de décret relatif aux attroupements est reprise.

« Est également interdit tout attroupement non armé qui pourrait troubler la tranquillité publique. »

M. Bertholon développe un amendement pour remplacer les six derniers mots de cet article par ceux-ci : « Qui troublerait la tranquillité publique. »

M. Bonjean combat cet amendement.

M. Béranger appuie l'amendement et prétend ne trouver dans la loi qu'un caractère accidentel ; s'appuyant sur les termes mêmes du rapport,

L'orateur soutient qu'il est certains attroupements qui ne peuvent pas constituer un délit.

L'amendement mis aux voix est rejeté.

M. Favre développe un amendement qui aurait pour but de substituer aux derniers mots déjà cités, ceux-ci : *un caractère séditieux*.

M. Guichard combat cet amendement. Il fait remarquer que l'attroupement qui, le 15 mai, envahit l'Assemblée nationale, n'était pas séditieux jusqu'au moment où elle a franchi la grille d'enceinte, et que cependant jamais il n'y eut un plus grand crime. L'orateur ajoute que, bien loin d'être une attaque aux droits du peuple, la loi est, au contraire, présentée pour défendre l'ordre, la sécurité et la liberté du peuple.

M. Xavier Durrieu, au milieu des cris d'impatience de l'Assemblée, demande à MM. les ministres d'avoir à expliquer les termes du décret. MM. les ministres restent muets sur leurs bancs.

L'amendement est mis aux voix et rejeté.

Sur la demande de M. Clément, on ajoute au 2<sup>e</sup> paragraphe les mots *sur la voie publique*, qui se trouvent au 1<sup>er</sup>.

L'art. 1<sup>er</sup>, ainsi rédigé, est adopté.

Art. 2. L'attroupement armé constitue un crime, s'il ne se dissipe pas à la première sommation.

Il ne constitue qu'un délit, si, sur la première sommation, il se dissipe sans résistance.

M. Bac combat cet article qui, dit-il, contient en germe toutes les autres dispositions du décret, dispositions tout à fait en désaccord avec une législation républicaine. La loi de 1831 était moins rigoureuse et plus efficace, car elle n'atteignait que l'homme qui portait une arme, et le décret de 1848 frapperait des lois les plus sévères l'attroupement où se trouverait un homme porteur d'armes.

Ce second article suscite une longue discussion.

M. Dairel en demande la suppression.

M. MARIE. Le Gouvernement ne tient pas à cet article. En effet, on peut renvoyer à l'article 5 la distinction entre le délit et le crime.

L'art. 2 n'est pas adopté.

Art. 3. L'attroupement est armé : 1<sup>o</sup> quand plusieurs des individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées ; 2<sup>o</sup> lorsqu'un seul de ces individus porteurs d'armes apparentes, n'est pas immédiatement expulsé de l'attroupement par ceux-là même qui en font partie.

M. Baze développe un amendement qu'il a présenté de concert avec M. Bouhier de l'Ecluse, et qui a pour but de rédiger ainsi l'article :

« L'attroupement est armé quand plusieurs des individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes. Tout porteur d'armes cachées qui fera partie d'un attroupement non armé sera puni comme s'il faisait partie d'un attroupement armé. »

M. Marie dit que s'il faut avoir une certaine indulgence pour les attroupements non armés, il faut aussi prendre des mesures énergiques contre ces attroupements qui ne paraissent pas armés et qui le sont en effet. Il faut en finir avec ces attroupements qui désolent chaque jour la capitale. Le gouvernement s'en rapporte, à cet égard, à la sollicitude de l'Assemblée.

Après une discussion sans intérêt, la première partie de l'article du projet est adoptée.

M. Bouhier de l'Ecluse persiste dans la suppression du second paragraphe.

Ce paragraphe est mis aux voix et adopté, ainsi que l'article entier, tel que l'a présenté le Gouvernement.

Art. 4. Lorsqu'un attroupement armé ou non armé se sera formé sur la voie publique, le maire ou l'un de ses adjoints, à leur défaut le commissaire de police ou tout autre agent ou dépositaire de la force publique et du pouvoir exécutif, portant l'écharpe tricolore, se porteront sur le lieu de l'attroupement.

Un roulement de tambour annoncera l'arrivée du magistrat.

Si l'attroupement est armé, le magistrat lui fera sommation de se dissoudre et de se retirer.

Cette première sommation restant sans effet, une seconde sommation, précédée d'un roulement de tambour, sera faite par le magistrat.

En cas de résistance, l'attroupement sera dissipé par la force.

Si l'attroupement est sans armes, le magistrat, après le premier roulement de tambour, exhortera les citoyens à se disperser. S'ils ne se retirent pas, trois sommations seront successivement faites.

En cas de résistance, l'attroupement sera dissipé par la force.

Les paragraphes de cet article sont successivement adoptés, et sans discussion.

Art. 5. Quiconque aura fait partie d'un rassemblement armé, sera puni comme suit :

Si l'attroupement s'est dissipé après la première sommation et sans avoir fait usage de ces armes, la peine sera de six mois à deux ans de prison.

Si l'attroupement s'est formé pendant la nuit, la peine sera de 2 à 5 ans de prison.

Si l'attroupement ne s'est dissipé qu'après la deuxième sommation, mais avant l'emploi de la force, et sans qu'il ait fait usage de ses armes, la peine sera de 2 à 5 ans, et de 3 à 6 ans si l'attroupement s'est formé pendant la nuit.

Si l'attroupement ne s'est dissipé que devant la force ou après avoir fait usage de ses armes, la peine sera de 5 à 10 ans de réclusion. Elle sera de 8 à 12 années si l'attroupement s'est formé pendant la nuit.

Dans tous les cas, les coupables seront interdits de leurs droits civiques.

M. G. Sarrut s'élève contre les rigueurs pénales inscrites dans cet article de la loi. Il demande surtout qu'on épargne aux citoyens arrêtés l'emprisonnement préventif. Sous le gouvernement déchu, des citoyens arrêtés dans des cas semblables ont attendu onze mois, des arrêts de non-lieu.

M. le président donne lecture des différents amendements proposés sur cet article.

M. Avaud, sur le deuxième paragraphe, demande de remplacer ces

mots de six mois à deux ans de prison, par ceux-ci : huit jours à six mois.

L'amendement après une épreuve douteuse, est rejeté.

Une voix propose un mois à un an.

Cet amendement est accepté.

En membre. Sur le troisième paragraphe (attroupement de nuit) demande que la peine portée par le premier paragraphe soit doublée, c'est-à-dire élevée de deux mois à deux ans.

M. Pagnerre propose d'un an à trois ans.

M. Pérée appuie l'amendement, les deux mois à deux ans.

M. Marie maintient la rédaction primitive.

Après une discussion confuse, l'amendement qui porte : deux mois à deux ans est rejeté.

L'Assemblée adopte la proposition d'un an à trois, faite par le citoyen Pagnerre.

M. Besnard propose d'ajouter à ce paragraphe : Néanmoins ne seront frappés d'aucune peine ceux qui, faisant partie d'un attroupement sans être personnellement armés, se sont retirés sur la première sommation de l'autorité.

Cet amendement, appuyé par M. Lignier, et combattu par M. Dusolier, est adopté.

M. Pagnerre, sur le quatrième paragraphe, propose de changer la peine proposée de un an à trois ans et de deux ans à cinq. Ce changement est adopté par l'Assemblée.

M. Valette demande que le mot de détention remplace le mot de réclusion dans le paragraphe suivant.

M. Flandin propose la détention pour le premier cas et la réclusion pour le second (la nuit).

Le paragraphe, avec cet amendement, est adopté après une discussion excessivement confuse.

Sur le dernier paragraphe, interdiction des droits civiques, il y a deux amendements.

L'un de ces amendements, présenté par M. Ducoux, ne frapperait de l'interdiction des droits civiques que les derniers cas prévus par le paragraphe.

Cet amendement n'est pas adopté.

Un autre amendement n'exempte de l'interdiction des droits civiques que le cas prévu dans le premier paragraphe.

Cet amendement, proposé par M. Baze, est adopté.

L'interdiction sera-t-elle facultative ? L'Assemblée, après une épreuve douteuse, se décide pour l'affirmative.

M. Bac demande que la durée de l'interdiction ne dépasse pas trois ans.

Un membre propose cette clause : L'interdiction ne sera proposée que dans le cas de peines correctionnelles et pour cinq ans au plus.

Cette proposition est adoptée.

M. Bourbeaud propose un paragraphe additionnel ainsi conçu : Toutefois les peines prononcées par l'art. 5 ne seront pas appliquées aux individus qui, faisant partie d'un attroupement réputé armé que lorsqu'ils auront la connaissance de la circonstance aggravante résultant de ce que plusieurs individus qui faisaient partie de cet attroupement étaient armés.

Le Gouvernement donne son assentiment à cet amendement.

Il est adopté.

Art. 6. Quiconque faisant partie d'un attroupement non armé, ne l'aura pas abandonné après le roulement de tambour précédant la deuxième sommation, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

Si l'attroupement n'a pu être dissipé que par la force, la peine sera de treize à dix-huit mois.

On propose de réduire au premier paragraphe la peine de quinze jours à dix-huit mois, et la peine de six mois à deux ans. — Adopté.

Art. 7. Toute provocation à un attroupement armé ou non armé, par discours écrits, imprimés, affichés ou distribués, sera puni comme le crime et le délit, selon les distinctions ci-dessus établies.

Les imprimeurs, graveurs, lithographes, afficheurs et distributeurs seront punis comme complices.

Si la provocation faite par les moyens ci-dessus n'a pas été suivie d'effet, elle sera punie, s'il s'agit d'une provocation à un attroupement nocturne et armé, d'un emprisonnement de six mois à un an ; s'il s'agit d'un attroupement non armé, l'emprisonnement sera de un mois à trois mois.

M. Durrieu propose d'ajouter au mot provocation les mots *directe et formelle*.

Cet amendement est adopté.

M. Lambert demande qu'on ajoute *par des discours proférés*.

UN MEMBRE. Il faudrait ajouter ces mots : Dans des lieux ou réunions publiques.

Cet amendement n'est pas adopté.

M. Babaud-Larivière proteste contre ce vote et propose une nouvelle rédaction qui dit absolument la même chose.

Les mots *publiquement*, proférés et défendus par M. Bonjean, sont adoptés.

Le premier paragraphe est adopté.

M. Avond, sur le second paragraphe, demande que l'on ajoute : S'ils ont agi sciemment.

Un membre demande le renvoi à demain de la discussion d'un paragraphe aussi important.

M. SARRUT. Ce que les lois de septembre n'ont pas essayé de faire, vous voulez le réaliser aujourd'hui. On oublie toutes les belles phrases qu'inspiraient jadis la liberté de la presse. (Rumeurs.) Toutes les plus mauvaises inspirations des auteurs des lois de septembre se retrouvent dans cet article : il est fâcheux que leur auteur ne soit pas ici ! (Exclamations diverses.)

UNE VOIX. Il y sera demain peut-être.

M. MARIE. On a voulu me mettre en contradiction avec moi-même. On fait un appel aux souvenirs de ma vie pour me mettre en opposition avec moi-même. Je n'ai rien à regretter dans mon passé, j'en suis fier ;

car dans mes paroles en faveur de la liberté, j'ai toujours eu soin de placer des protestations en faveur de l'ordre. Et si je soutiens le projet, c'est parce que je ne veux pas que la République qui a été l'amour de toute ma vie, ne soit pas déshonorée !...

UNE VOIX A GAUCHE. C'est vous qui la déshonorez ! (Explosion de murmures ; interruption prolongée.)

M. LE PRÉSIDENT. Qui a interrompu l'orateur ?

L'AUTEUR DE L'INTERRUPTION. C'est moi.

M. LE PRÉSIDENT. Je vous rappelle à l'ordre. (Très-bien, très-bien.)

M. Sarrut insiste, et combat en faveur de l'amendement, qui consiste à mettre le mot sciemment.

Cet amendement est adopté.

Art. 8. Les poursuites dirigées pour crime ou délit d'attroupement, ne font aucun obstacle à la poursuite pour crimes et délits particuliers qui auraient été commis au milieu des attroupements. — Adopté.

Art. 9. L'art. 463 du Code pénal est applicable aux délits prévus et punis par la présente loi. — Adopté.

Art. 10. Les poursuites pour délits et crimes d'attroupement seront portées devant les Cours d'assises. — Adopté.

Il y a deux articles additionnels.

L'un d'eux est ainsi conçu : « Le délit sera porté à la Cour d'assises à la première, ou plus tard à la seconde session qui suivra l'arrestation. »

Cet amendement, proposé par M. G. Sarrut, n'est pas adopté.

Autre disposition additionnelle.

« La liberté provisoire pourra toujours être accordée avec ou sans caution. »

Le gouvernement donne son assentiment à cette proposition, qui est adoptée après une épreuve douteuse.

M. Béranger demande que le présent décret n'ait qu'un an de durée. Si on croyait devoir prolonger cette durée, l'Assemblée serait appelée à en dire son avis et à se prononcer sur cette prolongation.

Cette proposition n'est pas adoptée. L'ensemble du projet est adopté.

M. LE PRÉSIDENT. Vingt membres ont demandé le scrutin par division.

Voix nombreuses. L'Assemblée n'est plus en nombre. (Tumulte prolongé.)

Une voix. Je demande l'insertion des absents au *Moniteur*.

M. TRÉLAT. J'ai une bonne communication à vous faire sur les ateliers nationaux ; ils sont transformés ; on n'y entend plus de murmures. Le recensement s'y fait avec ordre. Les bons ouvriers demandent de l'ouvrage ; en voici !

M. le ministre donne lecture de différents projets pour exécution de travaux publics, tant pour l'amélioration des canaux que pour l'achèvement des chemins de fer, et réparation des ponts et des routes.

Il est huit heures, l'Assemblée procède au scrutin de division sur l'ensemble du décret avec insertion des absents au *Moniteur*.

Séance du 8 Juin.

PRÉSIDENCE DE M. SÉNART.

La séance est ouverte à une heure.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. KANG. Hier nous n'avons pas entendu au fond de la salle que l'on doit le vote par division ; nous avons cru que la séance était levée, et nous sommes sortis. C'est une nouvelle preuve de la nécessité de remédier aux inconvénients de la salle. Je saisis cette occasion pour protester contre une loi comme attentatoire à la liberté publique. (Explosion de murmures. Approbation à gauche.)

M. LE PRÉSIDENT. L'Assemblée accepte vos explications au sujet de votre abstention dans le vote.

Quant à votre protestation, vous attaquez une loi qui, comme telle, a droit aux respects de l'Assemblée et de la France. Je vous rappelle à l'ordre. (Vives réclamations à gauche.)

M. Gambon (de la Nièvre) semble renouveler la protestation du citoyen Kœnig.

Je rappellerai à l'ordre tout interrupteur qui appuiera des protestations du genre de celles que vous venez d'entendre. (À droite. C'est une indignité ! c'est un appel à la révolte !) Vous oubliez le respect qui est dû aux lois. (Bravo.) Vous n'êtes plus en face de la minorité ou de la majorité. Vous êtes en présence de l'œuvre collective de l'Assemblée nationale, devant laquelle l'Assemblée elle-même et la France n'ont plus qu'à s'incliner. (Agitation prolongée.)

M. Kœnig. Je n'ai pas eu d'autre but que d'exprimer mon regret de n'avoir pu m'associer à la minorité dans le vote d'hier.

L'ordre du jour appelle la lecture de diverses propositions.

M. BERRYER donne lecture d'une proposition par laquelle est présentée relative à la nomination de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations.

M. CEVRAS donne lecture d'une autre proposition ayant pour but de mettre à la disposition des préfets la somme de 1 million pour secours aux invalides des campagnes.

M. Abraham Dubois présente une autre proposition pour déclarer inviolables les engagements pris par l'Etat, et proscrire toute émission de papier-monnaie, à l'exception des billets émis par la Banque, dans les limites de ses statuts.

M. Clément propose un projet de décret pour que les dépenses de la buvette cessent d'être à la charge de l'Assemblée nationale. (Exclamations.)

Le projet est déposé.

Un membre donne lecture d'un projet qui a pour but :

1<sup>o</sup> D'abroger le décret du 20 mars 1843, relatif aux établissements tonitruaires.

2<sup>o</sup> De consolider en rentes 3 p. 0/0 les sommes versées au trésor par ces établissements en vertu du décret du 20 mars.

3<sup>o</sup> D'autoriser l'inscription au grand livre de la somme de rente 3 pour 100 nécessaire pour opérer la consolidation autorisée par le présent décret.

Un autre membre présente un projet de décret pour que le salaire des

ouvriers soit privilégié sur les meubles et immeubles de la faillite.

Quelques voix. Mais cela se trouve dans la loi.

A gauche : Oui, mais pour six mois seulement.

M. Creton donne lecture d'une proposition ainsi conçue :

« La Commission exécutive déposera dans le plus bref délai, sur le bureau du président, l'état de toutes les recettes et dépenses opérées depuis le 24 février jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1848. Cet état, accompagné de toutes les pièces justificatives, sera renvoyé au comité des finances qui fera son rapport à l'Assemblée. »

Les pièces relatives aux dépenses secrètes ne seront pas imprimées, et la discussion de cette partie des dépenses aura lieu en comité secret.

M. Jules Favre dépose une proposition relative à l'homologation par les tribunaux de commerce des concordats amiables.

M. Jules Favre, au sujet de cette proposition, donne connaissance à l'Assemblée d'une autre proposition du même genre plus longue, et qui n'offre pas un caractère transitoire.

L'Assemblée s'occupera ultérieurement de ces deux propositions.

M. Reybel demande qu'un million soit appliqué aux travaux de la rade de Cherbourg.

M. Bouhier de l'Ecluse propose un crédit de 500,000 fr. pour encouragement aux beaux-arts et aux lettres.

M. Monier fait une proposition relative à l'article 1781 du Code civil, qui porte que le maître est cru sur son affirmation dans les contestations entre maître et domestique. M. Monier demande la réforme de cet article.

M. de Rancé demande que le projet du décret, relatif à l'Algérie, soit mis à l'ordre du jour de lundi. — Appuyé.

Un membre demande que le projet sur le rachat des chemins de fer soit mis à l'ordre du jour de lundi. — Apoyé.

M. Brunet, au nom du comité de l'intérieur, présente le rapport de ce comité sur l'autorisation du cumul pour les majors et adjudants de la garde nationale.

Ce projet sera imprimé et distribué.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de décret transitoire sur les élections municipales et départementales.

Une discussion s'engage sur la question de savoir si le projet sera voté d'urgence.

Plusieurs membres demandent que le projet soit renvoyé à une commission ou au comité d'administration départementale.

M. Montmer-Ternaux appuie le vote d'urgence : Il y a une commune... (Exclamations diverses.) C'est la ville de Paris (Ah! c'est différent.) qui n'a pas de conseil municipal depuis le 24 février; elle se trouve privée de toutes les garanties qu'elle devrait avoir; il demande que le projet soit discuté immédiatement, et qu'il soit déclaré applicable à la ville de Paris. — Appuyé.

La discussion se prolonge; M. Havin vient déclarer que le ministre de l'intérieur ne s'oppose pas au renvoi du projet au comité : Le comité se hâtera de faire son rapport.

Le renvoi proposé est prononcé.

M. Boulay de la Meurthe insiste pour que le projet soit déclaré applicable à la ville de Paris; il n'y a pas une seule commune en France qui soit dans une position semblable; ses dépenses sont ordonnées, faites et contrôlées par une seule personne; c'est en dehors de toutes les lois financières. L'auteur demande que le projet soit également envoyé à l'examen des bureaux.

Cette proposition est rejetée.

M. Randoïn a la parole sur l'ordre du jour et demande à développer sa proposition au sujet de l'industrie des laines.

L'Assemblée repousse cette proposition.

M. Laurent (de l'Ardèche), propose un décret ayant pour but d'établir qu'un représentant ne pourra être poursuivi qu'avec l'autorisation de l'Assemblée et sur une demande motivée du ministre de la justice.

M. Adelsward demande à revenir sur les renseignements donnés hier par le citoyen Chavois sur les nominations inscrites au *Moniteur* des officiers d'une prétendue garde mobile à cheval.

L'Assemblée repousse cette demande et crie : L'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la discussion du décret de 500,000 fr. de dépenses secrètes.

M. Léon Faucher combat l'urgence; rien, dans l'exposé des motifs, n'en fait ressortir la nécessité. Le 12 avril, en allouant au ministre de l'intérieur 500,000 fr. pour dépenses secrètes, le Gouvernement provisoire annonça que cette demande serait soumise à la sanction de l'Assemblée. Cette demande est-elle la régularisation qu'on annonçait? est-elle la proposition d'un crédit nouveau? Sous la monarchie, les chambres étaient appelées à donner leur assentiment à ces dépenses; le ministre justifiait de leur emploi auprès de quelqu'un... du roi. (Mouvement.) Vous, citoyens, qui êtes aujourd'hui le souverain, c'est à vous de savoir pourquoi ces dépenses sont nécessaires; c'est à vous de connaître leur emploi. (Très-bien!) Je demande que le projet soit renvoyé dans les bureaux et que l'on nomme une commission pour l'examiner. (Appuyé! appuyé!)

M. BUREAU DE PUZY. M. le ministre de l'intérieur n'est pas présent. On ne peut discuter la loi dans son absence.

M. Flocon, ministre du commerce et de l'agriculture, dit qu'en l'absence de M. le ministre de l'intérieur, il ne peut contester ou appuyer l'urgence.

L'urgence est mise aux voix et rejetée. Le projet est renvoyé à l'examen des bureaux.

M. Lacrosse, vice-président, remplace au fauteuil M. Sénart.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de décret sur les incompatibilités.

M. Dabaux dit qu'il y a incompatibilité absolue entre les fonctions publiques et celles de représentant; il ne voudrait pas qu'il y eût de fonctionnaires dans l'Assemblée; car il est temps de proclamer et de mettre à exécution les principes que la révolution de février a fait triompher.

On a objecté que le décret du Gouvernement provisoire du 5 mars n'avait posé aucune condition à l'électorat, et que s'il eût voulu exclure des fonctionnaires il n'eût pas manqué de le dire : mais ce décret n'a pas voulu sans doute être moins libéral, moins républicain que la loi de 1831.

La séance continue.

## NOUVELLES DIVERSES.

On lit dans le journal *la Suisse* :

« Il y a de ces petits instincts qui nous trompent rarement. D'après ce que l'on connaît de la vie privée du roi de Naples, on a pu juger ce prince. Qu'on nous permette de rappeler une des espiègleries de ce facétieux monarque, elle fit grande sensation à l'époque où elle eut lieu. C'était du vivant de sa première femme. Un soir qu'il y avait réunion au palais, Ferdinand s'approche de la reine et la prie de chanter. La reine y consent, s'approche du piano, et va s'asseoir quand son aimable mari retire brusquement le siège qu'il lui présentait. La reine tombe à la renverse. »

« Retirons la chaise à Falempin, pour qu'il se flanque, etc. »

« Ferdinand se pâmait de rire; l'épouse indignée se relève : »

« Je croyais être unie à un roi, s'écrie-t-elle, et je m'aperçois que j'ai épousé un lazzarone ! »

« A peine a-t-elle achevé ces mots, qu'elle reçoit de son noble époux un soufflet... royal. Cette scène de portefaix amena un *casus belli* entre le royaume de Naples et l'Espagne, qui avait à cœur de venger son infante outragée. La reine apaisa tout, se montra résignée et mourut de chagrin, la pauvre femme ! »

« Que vous en semble ? — Le lazzarone sanguinaire du 15 mai n'a-t-il pas tenu toutes les promesses du mari lazzarone ? »

— On rapporte que le commandant du château de Vincennes a pris les précautions les plus minutieuses pour mettre cette forteresse à l'abri d'un coup de main. Les habitants des maisons qui se trouvent sous le feu des batteries sont avertis de se tenir prêts à tout événement. On assure, en outre, que l'autorité militaire a insisté vivement auprès de la commission exécutive pour que la garnison fût doublée et pour qu'un escadron de cavalerie y fût caserné.

— M. Morville, demeurant 65, rue de Cléry, témoin oculaire des faits qui se sont passés avant-hier au soir sur le boulevard Saint-Denis, nous donne les détails suivants :

Le citoyen Labelonye, adjoint au maire du cinquième arrondissement, vint, précédé d'un tambour et accompagné de gardiens de gardiens de Paris, sommer les citoyens qui stationnaient sur ce point de se dissiper sans délai.

Non content d'interpeller d'une manière brutale les personnes qui se trouvaient sur son passage, il joignit le geste à la parole, et se permit de frapper à plusieurs reprises un jeune homme de dix-huit ans, appartenant à la classe ouvrière.

Nous signalons ce fait, et nous demandons si un fonctionnaire du rang de M. Labelonye doit faire l'office de la milice dont l'indignation publique a réclamé le licenciement.

— Lady Franklin, femme du commandant des vaisseaux *L'Erebus* et *le Terror*, offre 2,000 livres sterling (50,000 fr.), et l'amirauté anglaise promet 100 livres et au-dessus aux baleiniers qui parviendraient à ramener en Angleterre sir John Franklin. On sait que ce marin anglais est parti en 1845 pour faire une exploration du pôle nord. Il devait passer par le détroit de Davis et la baie de Baffin.

— On parle de M. Drouyn de Lhuys pour remplacer M. Jules Favre au sous-secrétariat d'Etat des affaires étrangères.

— M. Bastide reste décidément ministre des affaires étrangères. M. Lamartine a maintenu M. Bastide au ministère; il en a fait une condition.

— La commission du pouvoir exécutif se préoccupe vivement du banquet de dimanche prochain. La majorité, MM. Arago, Marie et Garnier-Pagès seraient d'avis de concentrer quelques troupes sur Vincennes. La minorité, MM. Lamartine et Ledru-Rollin, combattraient cette opinion et proposeraient de transférer nuitamment Barbès, Albert, Blanqui et Raspail à Lille, ou dans tout autre fort aux environs de Paris. Aucune décision n'a jusqu'à présent été prise. (Presse.)

— Le nombre des billets distribués pour le banquet de dimanche dépassait 150,000 hier à midi.

— La *Patrie* publie la note suivante :

« Des bruits de toute nature courent depuis quelques jours sur le lieu, la date et même sur la cotisation du *Banquet du peuple*, fraternisation des travailleurs. Divers journaux ont reproduit ces bruits sans remonter à leur source. Il importe de répondre une fois pour toutes soit à l'erreur, soit à la malveillance. »

« En conséquence, le comité fondateur du *Banquet du peuple* déclare :

« 1<sup>o</sup> Que le prix de la cotisation est et restera fixé à 25 centi-

mes par tête;

« 2<sup>o</sup> Que, par des considérations de haute importance, le jour et le lieu n'ont pu être encore déterminés ;

« 3<sup>o</sup> Que tous les moyens connus de publicité seront employés prochainement pour porter à la connaissance du public les instructions relatives à la grande fête des travailleurs, communion fraternelle, dont le calme et la dignité laisseront, nous l'espérons, un profond souvenir. »

« Le comité fondateur,

« CH. DESHAYES, L. B. THOMASSIN, GROSSIER-BARENGÉ, LEINEN, BERROT et BOTTIER. »

— Seize nouveaux régiments, casernés dans les départements, ont reçu l'ordre de se rendre à Paris, où ils sont attendus après-demain.

— C'est dimanche prochain que les 1,200 gardes nationaux de la 5<sup>e</sup> légion se rendent à Amiens, par le chemin de fer du Nord, pour y porter leur drapeau et pour assister à un grand banquet auquel les Amiénois les ont invités.

— Hier matin, à onze heures, un assez grand nombre de représentants du peuple visitaient le théâtre et les appartements des Tuileries, en compagnie des architectes. Il paraît à peu près certain que le siège de l'Assemblée nationale va être transféré dans l'ancienne résidence de la monarchie. Les invalides seraient transférés dans un des châteaux royaux de la banlieue.

— Les poursuites judiciaires en matière commerciale, dont le nombre avait diminué aux premiers jours de la révolution de Février, ont recommencé de plus belle ce mois-ci. Avant-hier, le rôle des causes sommaires avait atteint le chiffre de 900.

— On lit dans la *Commune de Paris* :

« On assure que l'ordre a été donné par le comité exécutif, au sieur Franck-Carré, de Rouen, de se rendre à Paris. Il est chargé, dit-on, par le Gouvernement, de diriger la procédure relative à l'échauffourée du 15 mai... »

Lisez

## L'ARGOT ET JARGON

des Filous et des hommes dangereux

PAR

ALEXANDRE PIERRE

Directeur de l'administration des Recherches et Renseignements

27 rue des Noyers 27

Se vend sur la voie publique.

**LE JOURNAL POUR RIRE**, format des *Débats*. — Plus de 1,600 dessins comiques dans l'année. Caricatures sur la politique, les mœurs, les travers, les ridicules, les systèmes insensés ou dangereux, etc. — Prix : pour trois mois, 4 fr. : pour un an, 15 fr. — Les personnes qui s'abonnent pour un an, du 1<sup>er</sup> mai, reçoivent gratis les trois premiers mois du journal (février, mars et avril); c'est donc 15 mois pour 15 francs.

Paris, AUBERT et C<sup>e</sup>, place de la Bourse. — Départements, aux bureaux des grandes messageries.

**LA LOI DU PEUPLE**, par les citoyens Deschapelles et O'Reilly.

Prix : 25 cent.

Henri GIRALDON, éditeur, rue de Seine 46.

### Bourse de Paris du 5 juin.

#### FONDS FRANÇAIS.

3 0/0.....	46 25	5 0/0.....	68 50
4.....	54 75	Banque de France.....	1270
4 1/2.....	54	Oblig. de la ville de Paris.....	1200

#### CHEMINS DE FER.

Saint-Germain.....	»	Fampoux à Hazebrouck.....	»
Obligations anc.....	»	Avignon à Marseille.....	220
— nouv.....	»	Strasbourg à Bâle.....	87 50
Versailles (rive droite).....	420	Obligations.....	»
Obligations anc.....	»	Mulhouse à Thann.....	»
— nouv.....	»	Bordeaux à la Teste.....	»
Versailles (rive gauche).....	400	Montpellier à Cette.....	»
Paris à Orléans.....	575	Cette à Bordeaux.....	»
Obligations.....	»	Paris à Sceaux.....	»
Orléans à Bordeaux.....	597 50	Montereau à Troyes.....	»
à Vierzon.....	267 50	Amiens à Boulogne.....	»
Paris à Rouen.....	415 75	Dieppe à Fécamp.....	»
Obligations.....	»	Paris à Lyon.....	312 50
Rouen au Havre.....	208 75	Tours à Nantes.....	342 50
Obligations.....	»	Paris à Strasbourg.....	337 50
Nord.....	565 75	Andrézieux à Roanne.....	»

#### CANAUX.

Quatre Canaux.....	765	Canal de Bourgogne.....	68 50
Jouissance.....	»	Jouissance.....	»
Trois Canaux.....	»	Canal de la Sambre.....	»

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 4.